

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

10 février 2023

Stib

Une catastrophe bien trop prévisible

Le lundi 6 février, deux tremblements de terre ont frappé à quelques heures d'intervalle la région de Gaziantep à la limite de la Turquie et de la Syrie. Leur magnitude de 7,8 en fait des séismes extrêmement destructeurs, qui ont complètement ravagé les infrastructures de plusieurs villes de la région. La ville d'Antakya par exemple a été quasi totalement rayée de la carte. Les secousses ont été ressenties à des dizaines de kilomètres !

A la date d'aujourd'hui, plus de 19 000 morts en Turquie et plus de 3 000 en Syrie ont été recensés, s'y ajoutent près de cent mille blessés et au moins 300 000 déplacés. Ces derniers n'ont nulle part où aller et sont hébergés dans des conditions plus que précaires alors que l'hiver bat son plein. Certains rescapés du séisme sont morts de froid.

Le président Erdogan a déclaré que le tremblement de terre ressortait de la volonté divine et qu'il n'était pas prévisible. Il a condamné ceux qui critiquaient la lenteur et l'inefficacité des secours.

Cela fait des années que cette région est connue pour ses risques sismiques et étudiée en long et en large par les géologues. Donc, non, ce n'est pas une surprise et l'impréparation n'a d'autre explication que le manque de volonté des gouvernements successifs.

Malgré leur bonne volonté, les secouristes ont été débordés par la situation, ils n'étaient pas assez nombreux pour la tâche : des dizaines de milliers de blessés, de sans-abris à protéger tout en recherchant des survivants dans les décombres. Le constat des habitants a été partout le même : trop peu et trop tard. Ils sont en colère mais la réponse d'Erdogan est de mettre en prison les contestataires.

Comment se fait-il en outre que des bâtiments, parfois récents, se soient effondrés comme des châteaux de cartes ? Les normes antisismiques n'ont de toute évidence pas été respectées. Il semble que la leçon du tremblement de terre précédent, qui a fait 17 000 morts ait été rapidement oubliée.

Disposer de secours suffisants et de bâtiments résistants aux séismes, est une question de choix politique ! C'est le choix de laisser les promoteurs immobiliers construire à bon marché des immeubles en carton-pâte. C'est le choix d'investir dans une armée qui est bien plus efficace dans la répression contre les Kurdes que pour secourir les populations civiles.

De l'autre côté de la frontière, la situation est encore pire. La Syrie est déjà en ruines, conséquence d'une guerre civile, qui fit particulièrement rage dans cette région, proche d'Alep. La ville et ses environs a été occupée par l'État Islamique puis bombardée sans relâche par les avions alliés et surtout russes. Les hôpitaux de la région ne fonctionnaient déjà quasiment plus avant le séisme, faute de médecins, par manque de matériel et tout simplement de fuel pour les groupes électrogènes qui ne fonctionnent qu'une heure par jour. Rien n'a été reconstruit depuis la guerre et la région souffre de telles pénuries d'eau que des maladies telles que le choléra ont fait leur apparition.

Cette situation est le résultat de l'embargo international contre la Syrie qui pèse lourdement sur la population. Il est la continuation de cette guerre pour le contrôle de la région. Assad, comme en son temps Saddam Hussein, était le gendarme régional au service des grandes puissances. Il est devenu gênant mais ne veut pas lâcher les rênes du pouvoir et de la richesse, même dans une Syrie dévastée.

Des deux côtés de la frontière on trouve le même mépris pour la vie humaine quand il s'agit de celle des couches populaires. On trouve la même logique du pouvoir et du profit, qui se traduit par des économies meurtrières sur la qualité des bâtiments ou sur l'efficacité des services de secours.

La presse tire à boulets rouges sur les manœuvres politiques d'Erdogan et d'Assad, mais il y a derrière eux les dirigeants principalement américains et européens qui les utilisent pour jouer au Monopoly avec la peau des peuples.

Et s'il existe une corruption bien réelle qui permet de passer outre les normes de construction, ce n'est pas une spécificité locale. On a pu voir en Europe suffisamment de crises sanitaires, d'inondations mal gérées et autres catastrophes similaires, pour se rendre compte que la même logique de profit est à l'œuvre et que nulle part sur la planète, le monde du travail ne peut compter sur les États pour les protéger.

En Turquie, comme en Syrie, la catastrophe naturelle aurait eu bien moins de conséquences si elle ne s'était pas doublée d'une catastrophe sociale dont la responsabilité n'est pas à chercher dans une quelconque volonté divine mais dans l'appétit de profits inhérent à ce système capitaliste.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Finis d'être livrés à nous-mêmes !

Rien qu'en janvier 2023, il y a eu 23 agressions physiques sur les agents de la Stib, sans compter les agressions verbales qui ne sont pas répertoriées. La direction ne veut évidemment pas compter ces dernières pour minimiser le phénomène et faire croire que tout va bien. A chaque agression, arrêtons la ligne ! La direction nous laisse seuls, nous gérons nous-mêmes le problème !

Au contrôle, ça ne rigole pas

Depuis le renvoi de plusieurs agents, dont un délégué syndical, les chefs ont accru la pression sur les équipes de contrôle. Il manque clairement de travailleurs pour le boulot demandé. La direction fait même des économies sur le nombre de voitures utilisées. Ne nous laissons pas faire ! Elle veut que nous fassions notre boulot ? Qu'elle nous en donne les moyens.

Un parking qui déborde

La situation du parking de Delta est de plus en plus grave. Nous sommes toujours plus nombreux à ne plus y trouver de place dès 5h30 du matin ! La Stib ne fait rien et la Région non plus. Ça n'a apparemment aucune importance à leurs yeux. A nous de les lui mettre en face des trous.

Médicaments, une pénurie organisée

Alors que les infections hivernales comme la grippe connaissent un fort rebond cette année, l'Europe connaît une pénurie de médicaments, en particulier pour les enfants. Cette pénurie ne doit rien à la fatalité mais bien à l'avidité du secteur pharmaceutique. Comme ces médicaments ne sont plus protégés par brevet, et donc moins rentables, les firmes arrêtent de les produire, ou uniquement pour les pays où elles peuvent continuer à les vendre plus chers. Une fois encore, la santé publique, et surtout celle des plus faibles, est sacrifiée au nom du sacro-saint profit.

Les géants de l'énergie nous ont bien siphonnés

En 2022, les cinq plus grands groupes pétrolier et gazier du monde ont empoché un bénéfice record de 200 milliards de dollars. Le seul géant britannique Shell enregistre un bénéfice annuel de 39,9 milliards, dépassant largement son dernier record de 31 milliards en 2008. Et avec la fermeture du robinet du gaz russe, le groupe est bien décidé à profiter à fond de l'explosion de la demande en gaz naturel liquéfié. Alors que les travailleurs peinent à payer leurs factures et à boucler leurs fins de mois, ce n'est décidément pas la crise pour tout le monde.

La lutte continue chez Mestdagh

Le 1^{er} février, les travailleurs de Mestdagh ont entamé de nouvelles grèves. Pendant trois jours, ils ont bloqué le dépôt d'approvisionnement de Gosselies et une quarantaine de magasins étaient fermés. La semaine suivante, une dizaine de magasins poursuivaient encore la grève. Les travailleurs exigent de connaître les plans du patron et refusent l'absence d'avenir que son silence leur promet.

Il faut que ça chauffe !

Le gouvernement s'est mis d'accord pour rajouter un impôt, appelé « accises », sur le prix de l'électricité et du gaz. C'est, dit-il, pour compenser la réduction de la TVA de 21 à 6 %. Quelle farce ! Les miettes qu'ils donnent d'une main, ils les reprennent aussi vite en remplaçant une taxe injuste par une autre. Leurs mesures, ils peuvent se les garder ! Pendant ce temps, les capitalistes de l'énergie continuent à fixer les prix comme bon leur semblent, tandis que nous payons des factures toujours aussi exorbitantes.

Privés de vacances ou de loisirs

Interrogés par l'institut belge de statistique, plus d'un million de personnes disent ne pas pouvoir se permettre certaines dépenses essentielles telles que chauffer correctement son domicile, participer à une activité de loisir régulière, se retrouver entre amis ou remplacer ses vêtements usagés par des neufs. Cela représente presque 10% de la population. Et même, plus de 20% des Belges, soit 1 personne sur 5, ne peut pas se permettre ne fut-ce qu'une semaine de vacances par an. Les loisirs, la vie sociale, c'est aussi ce qui fait que notre vie a un sens. Au début du siècle dernier, nos grands-parents se sont battus pour y avoir accès. Aujourd'hui, alors que le travail est encore bien plus productif, il n'y a pas de raison pour que nous devions subir ces privations, pendant que d'autres accumulent des milliards d'euros de bénéfices.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Les exproprier ne serait pas du luxe !

LVMH, à la tête duquel se trouve Bernard Arnault, première fortune mondiale, vient d'annoncer 80 milliards de chiffres d'affaires sur 2022. C'est 23 % de plus par rapport à l'année dernière. Les riches ne connaissent pas la crise. Les sommes qu'ils dilapident dans des gadgets de luxe suivent la courbe générale des profits qu'ils accumulent sur notre dos ! Ce sont ensuite les mêmes parasites qui nous font la morale sur la façon dont on dépense nos salaires et nos pensions de misère.

Aux Etats-Unis, la police tue

Depuis 7 ans, le Washington Post, un journal américain, recense les personnes tuées par des policiers aux Etats-Unis. Au cours de cette période, plus de 1000 personnes par an ont été tuées lors d'une intervention policière. 1093 personnes sont mortes en 2022, soit 3 par jour en moyenne. Les autorités américaines s'inquiètent peu de cette situation, et les autorités locales ne se donnent même plus la peine de faire remonter les informations jusqu'au bureau fédéral, le FBI. Malgré les plaintes, l'immense majorité de ces faits ne débouche sur aucune sanction des policiers mis en cause. Quelques rares procès ont eu lieu dans la foulée des gigantesques manifestations liées au mouvement « Black Lives Matter » (les vies noires ont de l'importance). Ils donnent un aperçu de la situation et font froid dans le dos : au Texas, un policier fait feu sans sommation sur une jeune femme noire qui jouait à des jeux vidéo avec son neveu, dans sa maison ; à Minneapolis, une policière tue un jeune homme noir lors d'un banal contrôle routier ; dans l'Ohio, un enfant de 12 ans a été abattu alors qu'il jouait dans la rue avec une arme factice. En 2020, Georges Floyd est étouffé par un policier pendant son arrestation.

La police n'est pas là pour assurer notre sécurité mais pour défendre la propriété des capitalistes. Aux Etats-Unis, elle ne se donne même pas la peine de faire semblant.

Des Iraniens livrés à leurs bourreaux

L'office des étrangers garde en détention trois demandeurs d'asile iraniens qu'il est déterminé à renvoyer en Turquie, sans garantie qu'ils ne seront pas refoulés vers l'Iran. Le commissariat général aux réfugiés a refusé de leur accorder l'asile alors que le simple fait de manifester contre le régime des mollahs est passible de la prison, sinon de la pendaison. Si un humanitaire belge a pu y être condamné à 40 ans de prison et 74 coups de fouet, on peut bien imaginer le sort qui leur sera réservé. Mais l'Etat belge n'en a cure et est tout prêt à les livrer à leurs bourreaux.